



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
10 juillet 2023  
Français  
Original : anglais

---

### Lettre datée du 10 juillet 2023, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par les représentantes de l'Allemagne, du Danemark et de la Suède auprès de l'Organisation des Nations Unies

Nous avons l'honneur de vous faire tenir ci-joint des informations relatives aux enquêtes en cours concernant les explosions ayant touché les gazoducs Nord Stream 1 et 2 (voir annexe).

Nous vous serions reconnaissantes de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité, dans la perspective de la séance d'information qui se tiendra le mardi 11 juillet 2023 au titre de la question intitulée « Menaces contre la paix et la sécurité internationales ».

Nous tenons également à vous rappeler notre lettre et son annexe datés du 21 février 2023 sur le sujet.

L'Ambassadrice,  
Représentante permanente de l'Allemagne  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Antje **Leendertse**

L'Ambassadrice,  
Chargée d'affaires par intérim,  
Représentante permanente adjointe du Danemark  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Marie-Louise Koch **Wegter**

L'Ambassadrice,  
Représentante permanente de la Suède  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Anna Karin **Eneström**



## **Annexe à la lettre datée du 10 juillet 2023 adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par les représentantes de l'Allemagne, du Danemark et de la Suède auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Dans le prolongement des lettres datées du 29 septembre 2022 et du 21 février 2023, adressées à la présidence du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Danemark et la Représentante permanente de la Suède auprès de l'Organisation des Nations Unies, et par la Représentante permanente de l'Allemagne, le Représentant permanent du Danemark et la Représentante permanente de la Suède auprès de l'Organisation des Nations Unies, respectivement, l'Allemagne, le Danemark et la Suède souhaitent communiquer les informations ci-après relatives à l'enquête que chacun d'eux mène sur le sabotage commis contre les gazoducs Nord Stream 1 et 2 le 26 septembre 2022.

Les autorités nationales respectives de l'Allemagne, du Danemark et de la Suède sont déterminées à mener une enquête exhaustive sur ce sabotage en poursuivant leurs recherches séparément. Celles-ci sont conduites dans le respect des principes fondamentaux de l'état de droit, c'est-à-dire indépendamment de toute ingérence politique.

Aucune des enquêtes n'a été menée à terme et à ce stade, il n'est pas possible de dire quand elles seront achevées. On ne connaît pas de précédent à des actes de sabotage de cette nature et les travaux de recherche sont complexes.

On trouvera ci-après de plus amples informations sur l'état d'avancement des enquêtes séparées menées sur le plan national. Compte tenu de différences dans les règles nationales de procédure pénale et des caractéristiques de chaque enquête, la quantité et la nature des informations qui peuvent être communiquées à ce stade diffèrent d'un pays à l'autre. Les autorités allemandes, danoises et suédoises entretiennent un dialogue sur les aspects techniques de leurs enquêtes et le poursuivront aussi longtemps que nécessaire.

Aucun obstacle n'est mis à la visite des sites où se sont produits les explosions ayant touché les gazoducs. Si certaines activités exigent d'obtenir une autorisation des autorités concernées, tous les navires jouissent de la liberté de navigation sur les sites des explosions dans les zones économiques exclusives danoise et suédoise, respectivement, conformément à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Nous rappelons que les opérateurs des gazoducs, Nord Stream AG et Nord Stream 2 AG, ont mené leur propre enquête sur les dommages causés aux installations.

Les autorités russes sont tenues informées des enquêtes en cours.

On trouvera ci-après les informations résultant de chacune des enquêtes nationales conduites séparément :

### **Allemagne**

En Allemagne, le Procureur général de la Cour de justice fédérale a été chargé de l'enquête judiciaire, tandis que l'Office fédéral de police criminelle et la Police fédérale conduisent l'enquête policière.

Selon les résultats des enquêtes menées dans les zones économiques exclusives de la Suède et du Danemark en coopération avec diverses institutions allemandes et les autorités compétentes danoises et suédoises, on présume que l'acte criminel a été commis au moyen d'explosifs.

Les recherches menées sur site ont permis de recueillir une quantité considérable de données. Des échantillons d'eau et de terre ont en outre été prélevés à proximité des points de fuite, et des fragments métalliques ont été récupérés. Afin de parvenir à reconstituer un scénario plausible de l'attaque sous l'angle technique, il faut soumettre cette masse d'informations à une étude détaillée. Des conclusions irréfutables ne peuvent reposer que sur des travaux scientifiques précis et complets, ce qui implique nécessairement de procéder à des simulations.

En ce qui concerne l'affrètement suspect d'un yacht à voile, les recherches ont révélé que le bateau a été affrété au nom d'une personne qui a fait usage de documents fournis à des fins de dissimulation de l'identité du véritable affréteur. La présence de cette personne à bord n'a pu être établie mais les recherches se poursuivent à ce sujet.

De même, la route suivie par le bateau n'a pas encore été parfaitement éclaircie et continue de faire l'objet de recherches. On soupçonne que le bateau a été utilisé pour transporter les explosifs qui ont détoné en mer Baltique le 26 septembre 2022 et endommagé les gazoducs Nord Stream 1 et 2. Les échantillons prélevés sur le bateau durant l'enquête ont révélé des traces d'explosifs sous-marins. Selon les analyses des experts, il est possible que des plongeurs aguerris aient placé des explosifs aux endroits où les gazoducs Nord Stream 1 et 2 ont été endommagés, c'est-à-dire sur des fonds marins, à une profondeur d'environ 70 à 80 mètres.

À ce stade, il n'est pas possible d'établir avec fiabilité l'identité des auteurs et leurs mobiles, en particulier pour ce qui est de savoir si l'attaque a été dirigée par un État ou un acteur étatique. On s'emploiera à rechercher toutes les informations à même de faire la lumière sur cette question en poursuivant l'enquête.

## **Danemark**

Au Danemark, en octobre 2022, la police de Copenhague et les Services de sécurité et de renseignement danois ont chargé un groupe d'enquête mixte de mener les recherches concernant les explosions des gazoducs Nord Stream 1 et 2, qui se sont produites en septembre 2022.

Avant la création de ce groupe d'enquête mixte, la police de Copenhague, assistée par la Défense nationale et en collaboration avec les Services de sécurité et de renseignement danois, entre autres, avait mené un certain nombre de recherches préliminaires qui avaient confirmé que les gazoducs Nord Stream 1 et 2 avaient subi d'importants dégâts dans la zone économique exclusive danoise, causés par de puissantes explosions.

Les autorités danoises collaborent étroitement, dans la mesure nécessaire, avec leurs homologues à l'étranger dans le cadre de l'enquête sur les fuites de gaz. Le Danemark, la Suède et l'Allemagne entretiennent un dialogue sur les aspects techniques de l'enquête.

Les recherches menées par les autorités danoises se poursuivent et on ne sait pas encore à ce stade quand elles s'achèveront.

Les opérateurs des gazoducs, Nord Stream AG et Nord Stream 2 AG, ont été autorisés à enquêter sur les dégâts causés aux installations.

Le 28 mars 2023, l'Agence danoise de l'énergie a fait savoir qu'un objet avait été récupéré près du gazoduc Nord Stream 2, dans la zone économique exclusive danoise. La récupération de cet objet s'est faite sous la direction de la Défense danoise avec la participation de représentants de Nord Stream 2 AG. Il est ressorti de l'examen de l'objet qu'il s'agissait d'un marqueur visuel (*røgbøje*) qui ne présentait pas de risque en matière de sécurité.

## Suède

Comme indiqué dans la lettre adressée au Conseil de sécurité le 21 février 2023, en Suède, l'enquête, confiée au Service de sécurité suédois, est dirigée par un procureur de la Cellule de sécurité nationale. Il s'agit d'une enquête judiciaire de nature confidentielle, qui s'inscrit dans la durée et se déroule de manière indépendante. On trouvera ci-après des informations communiquées au Conseil de sécurité sur la base des résultats obtenus à ce stade de l'enquête suédoise.

En septembre 2022, la police suédoise a ouvert un dossier concernant l'attaque commise contre le Nord Stream. L'enquête est menée par le Service de sécurité suédois sous la direction du procureur en chef Mats Ljungqvist, dans la Cellule de sécurité nationale relevant des autorités judiciaires. Elle a déjà permis de confirmer qu'il s'agit d'un cas de sabotage patent.

Le procureur a indiqué que selon les résultats de l'enquête menée sur les lieux de l'attaque, des détonations s'étaient produites dans la zone économique suédoise à l'endroit où se trouvaient les gazoducs Nord Stream 1 et 2. Ceux-ci avaient subi d'importants dégâts, ce qui renforçait le soupçon de sabotage caractérisé.

Plus tard, le procureur a décidé de faire procéder à des recherches supplémentaires en mer Baltique, à l'intérieur de la zone économique suédoise. À cet effet, en coopération avec le Service de sécurité suédois, il a demandé l'aide des forces armées nationales, qui sont supposées disposer des ressources voulues et des compétences requises pour mener à bien ces recherches. Pour donner suite à la demande, celles-ci ont donc prêté leur concours.

Au cours des recherches menées en mer Baltique, la zone a été soigneusement fouillée et il a été procédé à de nombreuses saisies. Les analyses ont révélé la présence de résidus d'explosifs sur plusieurs objets étrangers trouvés sur le site. Tous les objets et pièces saisis sont minutieusement examinés et analysés. Un certain nombre de mesures concrètes de recherche continuent d'être prises dans le cadre de l'enquête. Les autorités responsables de celle-ci coopèrent de manière satisfaisante et collaborent avec des forces mixtes. L'enquête est néanmoins très complexe et couvre un très vaste champ de recherche. Le crime en question a été commis dans des circonstances qui sont difficiles à cerner, les explosions s'étant produites sur le fond océanique à 80 mètres de profondeur. L'enquête en cours révélera si quelqu'un peut être suspecté de cet acte et poursuivi en justice pour en répondre.

En raison du caractère confidentiel de l'enquête, les autorités judiciaires suédoises ne peuvent, à ce stade, fournir de plus amples informations.

---